

# APRÈS LES ÉLECTIONS BELGES

## VERS UNE NOUVELLE TRAHISON DES SOCIAUX-DÉMOCRATES ?

Au lendemain de la grève générale, le P.S. belge n'a pas été secoué par une crise sérieuse mais une grande inquiétude se manifestait chez les membres du bureau du parti. Cet organisme où l'aile droite (Van Acker, Spinoy) demeure majoritaire face à une aile centre-gauche indécise (Collard, Merlot) et qui ne contient aucun représentant de gauche, même modéré, décida, dans son désarroi, de faire appel au « sauveur suprême » Paul-Henri Spaak, le trop célèbre secrétaire général de l'O.T.A.N.

La grande peur des réformistes, à la veille des élections du 26 mars était en effet la perte de voix sur la droite, qu'ils jugeaient inévitable après les bris de vitres par les grévistes à Liège notamment. Spaak, c'était pour eux un geste de bonne volonté à l'égard des « classes moyennes » et autres amis de l'ordre.

Mais l'opération Spaak avait un autre but. Van Acker n'a plus guère de prestige, en Wallonie tout au moins, chez les travailleurs socialistes. Il fallait donc trouver un autre homme qui soit à la fois un homme de confiance pour la bourgeoisie et un dirigeant socialiste que les travailleurs puissent accepter. Spaak ne fait l'affaire qu'à demi mais il n'existe pas de personnalité de rechange, hormi lui, pour la droite socialiste.

Le maintien des positions socialistes aux élections a surpris ces beaux messieurs les réformistes mais ne leur donne que plus d'envie de mordre à nouveau au gâteau gouvernemental. La seule coalition acceptable, disent-ils, est une alliance P.S.C.-P.S.B. (sociaux-chrétiens et socialistes). Cette alliance, présidée par Spaak ou par le président du P.S.C. Lefèvre, donnerait un gouvernement non pas des syndicats (chrétien et socialiste) comme le crie le parti libéral, qui craint d'être exclu du pouvoir, mais un gouvernement contrôlé par les puissances financières qui continuent à diriger le P.S.C. par son aile droite bourgeoise et cléricale.

La gauche socialiste sera-t-elle abusée et croira-t-elle aux promesses d'une telle équipe gouvernementale ? Ce n'est pas sûr mais on peut le craindre en partie. En effet, Renard vient de déclarer que cette coalition gouvernementale serait une solution favorable aux réformes de structure dont l'économie belge a besoin et qui sont au centre du programme de la

gauche syndicale et socialiste. Cependant il est évident qu'un tel gouvernement sera contrôlé par les holdings et ne s'attachera pas à leur pouvoir illimité sur l'économie belge. Tout au plus pourra-t-il accorder quelques miettes de réformes sociales aux travailleurs mais ceux-ci ne tarderont pas à les rembourser par un chômage accru ou une fiscalité encore plus lourde.

La démolition qui a suivi la grève du Borinage de février 1959 a déjà amené dans cette région un recul massif des positions socialistes (perte de 17 % des suffrages) et surtout l'élection d'un candidat « indépendant » connu pour ses sympathies d'extrême-droite. Cette démolition des travailleurs dans une région industrielle en cours de liquidation totale, ne semble pas inquiéter outre mesure les sociaux-démocrates du reste du pays, mais elle représente un signe alarmant. Une collaboration gouvernementale sans programme solide de réformes de structures économiques risque fort de créer dans la classe ouvrière d'autres régions une espèce de démolition analogue. Ce phénomène serait d'autant plus grave que ce gouvernement, si Renard l'appuie, serait pour la première fois depuis la guerre un gouvernement sans opposition syndicale.

Si la droite socialiste avide de portefeuilles ministériels prépare ainsi une certaine démolition de la classe ouvrière et des perspectives « gaullistes » en Belgique, il est cependant probable que très vite des éléments de gauche dans le P.S. et la F.G.T. comprendront la menace et réagiront. La méfiance actuelle des travailleurs d'avant-garde, à Liège et ailleurs à l'égard de toute combinaison ministérielle de ce genre est d'ailleurs un signe certain de confiance qui permet de penser que la trahison nouvelle que préparent les sociaux-démocrates belges n'aboutira qu'à renforcer de façon décisive d'ici quelques mois la puissance du courant d'opposition de gauche à l'intérieur de ce parti.

31 mars 1961.

Philippe VAN DAMME.

Cet article est tiré du supplément de notre journal pour la Belgique, dont le service est assuré à tous nos abonnés.

### LE CONGRES DU P.C.F. (Suite de la page 9)

On nous objectera peut-être que l'on lit dans le Projet en question (Titre V) : Unité de la classe ouvrière, Union des forces démocratiques. Le mot national aurait disparu. Nous reportons le lecteur au titre II. Il lira : « Voilà ce qu'il importe de ne jamais oublier sous peine de désorienter dangereusement la lutte des forces ouvrières, démocratiques et nationales ». Cette formule conduit à l'union du P.C.F. avec des formations de la bourgeoisie. En effet, le P.C.F. ne reproche pas à de Gaulle de représenter les exploités du grand Capital, mais de ne pas avoir de « politique nationale », c'est-à-dire de ne pas prendre ses distances vis-à-vis de la coalition atlantique : « Le caractère antinational de la politique gouvernementale est apparue avec évidence, quand de Gaulle a aidé Eisenhower à torpiller la Conférence au Sommet en mai 1960 » (Projet de Résolution). C'est en fonction de la politique extérieure que le P.C.F. choisit ses alliés bourgeois possibles, tantôt l'un, tantôt l'autre. Waldeck-Rochet vend la mèche, comme nous l'avons écrit dans le dernier numéro : « alors on peut réellement se demander si la politique de de Gaulle n'a pas un caractè-

re national et ne doit pas être soutenue » (« L'Humanité », 25 février 1961).

Si le P.C.F. voulait substituer la perspective d'une société de transition vers le socialisme, à celle de la « démocratie renouée », il faudrait qu'il améliore ses rapports avec la classe ouvrière. Il devrait donner des garanties aux travailleurs, et non pas à la bourgeoisie comme Thorez le fait depuis 1935. Il devrait proclamer que le « Socialisme » à la hongroise, le stalinisme, sont des monstruosité indignes du socialisme. Mais cela ne suffirait pas encore ; il devrait affirmer à haute et intelligible voix la possibilité, dans la société de transition, de la coexistence de plusieurs Partis se réclamant du Socialisme.

On ne peut attendre pareille chose d'une direction Thorez qui ne tolère guère la coexistence dans le P.C.F. d'opposants. Quant aux militants communistes qui sont arrivés à comprendre le caractère néfaste de cette direction, c'est à toute la politique de ce parti, à ses causes profondes qu'ils devront finalement s'attaquer pour œuvrer efficacement au renouveau du mouvement communiste.

R. MERLIN.